



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° E 369 du 17 JUIN 2026
modifiant l'arrêté préfectoral n° E50 du 20 février 2017 autorisant la SAS DEMETER
ÉNERGIES située sur la commune de PRIN DEYRANCON et relatif à un changement
de valorisation du biogaz produit**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° E50 du 20 février 2017 portant sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS DEMETER ENERGIES, relative à La création d'une unité de méthanisation située sur la commune de PRIN DEYRANCON ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 29 avril 2026 par la SAS DEMETER ENERGIES sur la commune de PRIN DEYRANCON et relatif à un projet de changement de valorisation du biogaz avec une conversion vers l'injection de bio méthane et l'arrêt de la valorisation par cogénération ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 2 juin 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 5 juin 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse / absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant les dispositions de l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement et notamment que la demande présentée ne nécessite pas de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et de risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1

La société SAS DEMETER ÉNERGIES (n° de SIRET : 812 842 623 00017) dont le siège social est situé « Les Grolières Blanches » 79 210 MAUZE SUR LE MIGNON, autorisée à exploiter une unité de méthanisation à « Le Grand Fief de Grange » 79 210 PRIN DEYRANCON, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont ajoutées, modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées, complétées ou supprimées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n° E 50 du 20 février 2017 et E 206 du 22 juillet 2021	Article 1.2.1	Article 3.1 (modification de prescription)
	Article 1.4.2	Article 3.2 (modification de prescription)

Article 3 Articles modifiés

Article 3.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° E50 du 20 février 2017 et E206 du 22 juillet 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées	Régime du Projet	Portée de la demande
2781-1-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j	Enregistrement	81 tonnes/jour

2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Déclaration	supérieur à 200 m ²
------	---	-------------	--------------------------------

*D = DÉCLARATION, DC = DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE, E = ENREGISTREMENT, A = AUTORISATION, NC = NON CONCERNÉ

Article 3.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les dispositions de l'article n° 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n° E50 du 20 février 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Article 4 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 Sanctions

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

Article 6 Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 Publicité

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Prin-Deyrançon et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Prin-Deyrançon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° une copie de cet arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté ;

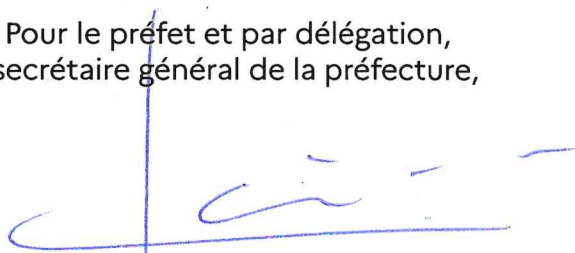
4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, et le maire de Prin-Deyrançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société SAS DEMETER ÉNERGIES.

Niort, le **17 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

